L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 4 AOUT 1876.

[illegible]me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 4 AOUT.

Candidatures démocratiques 1876

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

SAMUEL J. TILDEN,

DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT,

THOS. A. HENDRICKS,

DE L'INDIANA.

POUR GOUVERNEUR DE LA LOUISIANE, GENERAL FRANK T. NICHOLLS, D'ASSOMPTION.

POUR LIEUTENANT GOUVERNEUR, HONORABLE L. A. WILTZ, D'ORLEANS.

POUR AVOCAT-GENERAL, H. N. OGDEN, D'ORLEANS.

POUR SECRETAIRE D'ETAT, W. A. STRONG, DE WINN.

POUR AUDITEUR, ALLEN JUMEL, D'IBERVILLE.

POUR SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, R. M. LUSHER, D'ORLEANS.

VENTES A L'ENCAN CE JOUR.

Par M. W. Newman, au No. [illegible] de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy & Son—coin Lafayette et Magasins—farine.

Farine.—Voir l'annonce d'encan de D. N. Morphy & Son.

L'administration des affaires municipales et le gouvernement populaire.

Depuis que la République des Etats-Unis existe, l'épreuve du suffrage universel a été faite sous toutes les formes, mais les vices et les inconvénients du système bien que déjà connus et dénoncés avant la guerre, se faisaient si légèrement sentir que l'idée n'était pas venue encore de demander des garanties pour les intérêts.

Depuis l'avènement au pouvoir du parti républicain la corruption, la prodigalité et le gaspillage ont pris des proportions telles qu'une dette nationale colossale a été imposée au peuple et que les dépenses courantes de l'administration ont été doublées.

Le changement dans les habitudes a été tellement complet qu'il faudra un véritable travail d'hercule pour ramener l'administration fédérale aux règles de simplicité et d'économie qui l'ont caractérisée pendant les trois quarts du premier siècle de son existence.

Mais le mal fait par le parti républicain au pays n'a pas été limité aux affaires financières fédérales. L'exemple donné à Washington a été contagieux. Quand on a vu comment, dans la capitale des Etats-Unis, les gens à qui étaient confiés les divers pouvoirs, se ruaient à la curée de la chose publique sans pudeur ni retenue, on ne s'est plus gêné pour agir de même dans les sphères plus restreintes des administrations d'Etat, de comtés et de municipalités.

Il s'est passé alors quelque chose de réellement effrayant. On dirait à lire les résultats qu'une véritable frénésie s'est emparée de ceux qui ont entrepris d'exploiter les ressources publiques et quand on voit dans quelle proportion gigantesque ils ont escompté l'avenir, on ne sait de quoi il faut le plus s'étonner : ou de leur audace ou de la patience avec laquelle les intéressés les ont laissé faire.

Un tableau que nous publions ci-dessous montre que de 1870 à 1875-76, les dettes de 64 municipalités ont été élevées de $372,600,000 à $640,[illegible],000, ce qui fait une augmentation de $[illegible],400,000 ou de 130 pour cent dans une période de cinq à six ans.

Les améliorations réalisées ne représentent guère le quart des sommes ainsi gaspillées, et il faut reconnaître que la déperdition d'un pareil capital n'explique que trop le malaise et la gêne dont souffre le pays entier depuis la crise de 1873, qui n'avait été elle-même que la conséquence du gaspillage général de toutes les ressources publiques et d'un agiotage poussé jusqu'à la dernière extravagance.

Mais pour ne parler que de cette augmentation extraordinaire des dettes des municipalités, on se demande comment les populations des villes qui sont armées du droit de se gouverner elles-mêmes, ont pu tolérer un pareil abus des pouvoirs qu'elles avaient délégués, et en constatant les résultats déplorables du système de self government, on est porté à en mettre en doute l'efficacité.

Ce sont là de graves questions qui comportent de longs développements. Déjà, la nécessité d'une solution au problème a été posée dans un journal de New York ; déjà une voix courageuse s'est élevée pour demander si le temps n'était pas venu d'accorder quelques garanties aux intérêts menacés ?

Mais le sujet n'est pas mûr encore, il touche à un principe trop fondamental des institutions et il se rattache à cet éternel problème des démocraties : le moyen d'éviter de tomber dans la démagogie.

La leçon qu'il y a à tirer pour le présent de l'expérience de la dernière décade, est néanmoins, très claire.

Ceux qui ne paient pas de taxes directes, souffrent tout autant que les contribuables, des gaspillages et de l'augmentation des dettes, car si ces derniers voient accroître les impôts et baisser la valeur de leurs propriétés, les premiers voient leurs salaires diminuer, les chômages se prolonger et quelquefois le travail faire complètement défaut. Malheureusement, la masse des non contribuables ne comprend pas la solidarité d'intérêts qui la lie aux contribuables ; elle se trompe sur les causes de ses souffrances et elle est plutôt disposée à faire bande à part qu'à s'allier à ceux qu'elle persiste à regarder comme des ennemis naturels.

Mais cette disposition qui vient de l'ignorance peut être facilement combattue si ceux qui paient directement l'impôt veulent s'en donner la peine. Si au lieu de rester dans leurs fauteuils ou de maugréer dans leurs cercles et de se contenter d'adresser quelquefois une communication aux journaux, les propriétaires et les hommes d'affaires se mettaient en contact direct avec les masses comme le font les politiciens en quête de places, ils pourraient lutter avantageusement contre l'influence de ces derniers et parvenir à faire élire des administrations municipales dévouées aux réformes.

Le gouvernement populaire peut être un instrument de bien ou de mal, selon la direction qui lui est imprimée. Les intérêts ont payé assez chèrement leur apathie et leur indifférence dans le passé pour ne pas tenter un effort afin de sauver l'avenir. Or, le remède est dans l'alliance de tous les électeurs pauvres ou riches contre les exploiteurs de la chose publique.

Si le système ne peut être changé, il peut du moins être amélioré. Si on ne peut abolir les dettes passées, on peut en empêcher de nouvelles ; si on ne peut faire rendre les sommes gaspillées et volées, on peut arrêter le gaspillage et les vols.

Les populations des villes américaines [illegible] voir par le tableau que nous pu[illegible]

[illegible] produisent [illegible] déplorable résultat [illegible] et la crédulité des uns et la négligence et l'apathie des autres, et où qu'il leur est a coûté de confier l'administration de leurs affaires à des mandataires incompétents ou infidèles, [illegible] du système du gouvernement populaire appliqué à l'administration des villes [illegible] il faudra aviser à le modifier [illegible] que les circonstances politiques le permettront.

Tableau comparatif des dettes de 64 municipalités.

	(b) 1870.	1875-76.
New-York	[illegible]	[illegible]
Philadelphie (a)	[illegible]	[illegible]
Boston	[illegible]	[illegible]
Brooklyn	[illegible]	[illegible]
Baltimore	[illegible]	[illegible]
Nouvelle-Orléans	[illegible]	[illegible]
Washington	[illegible]	[illegible]
St. Louis	[illegible]	[illegible]
Cincinnati	[illegible]	[illegible]
Chicago	[illegible]	[illegible]
Jersey City	[illegible]	[illegible]
Pittsburgh	[illegible]	[illegible]
Louisville	[illegible]	[illegible]
Newark	[illegible]	[illegible]
Providence	[illegible]	[illegible]
Cleveland	[illegible]	[illegible]
Buffalo	[illegible]	[illegible]
Portland	[illegible]	[illegible]
Memphis	[illegible]	[illegible]
Rochester	[illegible]	[illegible]
Charleston, S. C.	[illegible]	[illegible]
Elizabeth	[illegible]	[illegible]
Richmond	[illegible]	[illegible]
Cambridge	[illegible]	[illegible]
Toledo	[illegible]	[illegible]
Savannah	[illegible]	[illegible]
Albany	[illegible]	[illegible]
San Francisco (a)	[illegible]	[illegible]
Worcester	[illegible]	[illegible]
Mobile	[illegible]	[illegible]
Fall River	[illegible]	[illegible]
Milwaukee	[illegible]	[illegible]
Bangor	[illegible]	[illegible]
Lowell, avec Tewksbury dans le comté Middlesex	[illegible]	[illegible]
Detroit	[illegible]	[illegible]
Norfolk	[illegible]	[illegible]
Augusta	[illegible]	[illegible]
Lynn	[illegible]	[illegible]
Nashville	2,080,000	1,737,[illegible]
Allegheny, avec Pittsburgh dans le comté Allegheny		1,667,000
Chelsea, avec Boston dans le comté Suffolk		1,6[illegible]
Lawrence, avec Lynn dans le comté Essex		1,5[illegible]
Springfield	[illegible]	1,5[illegible]
Salem, avec Lynn dans le comté Essex		1,[illegible]
Somerville, avec Cambridge dans le comté Middlesex		1,4[illegible]
Indianapolis	1[illegible]	1,4[illegible]
St. Joseph	500,000	[illegible]
Brookline	[illegible]	[illegible]
Columbus, Ohio	[illegible]	[illegible]
St. Paul	[illegible]	[illegible]
New Bedford, avec Fall River dans le comté Bristol		1,[illegible]
Beverly, avec Lynn dans le comté Essex		1,[illegible]
Lynchburg	[illegible]	[illegible]
Galveston	[illegible]	[illegible]
Holyoke, avec Springfield dans le comté Hampden		[illegible]
Fitchburg, avec Worcester dans le comté Worcester		[illegible]
Northampton	[illegible]	[illegible]
Columbus, Ga.	[illegible]	[illegible]
Zanesville	[illegible]	[illegible]
Newburyport, avec Lynn dans le comté Essex		[illegible]
Peabody, avec Lynn dans le comté Essex		[illegible]
Medford, avec Cambridge dans le comté Middlesex		[illegible]
Total	[illegible]	[illegible]
Mass (autres villes)	[illegible]	[illegible]
Ohio (autres villes)	[illegible]	[illegible]
Total	$372,[illegible]	$640,[illegible]

a. Dette du comté d'après le recensement de 1870.

b. Dans ce tableau, sous la date de 1870, sont placés les chiffres non des dettes de villes à cette date, mais des dettes de toutes les municipalités dans les comtés où sont situées ces villes indiquées.

ACADÉMIE DE LA VISITATION.

Cette académie comptant parmi ses élèves un grand nombre de jeunes demoiselles louisianaises, nous croyons être agréable à beaucoup de nos lecteurs en reproduisant des parties de l'intéressant compte rendu que le *Mobile Register* donne de la distribution des prix qui a eu lieu le 1er août au [illegible] de Mobile.

Voici d'abord le programme :

[illegible]

GRAND MEETING DE RATIFICATION A NAPOLEONVILLE. — Un grand meeting pour ratifier les nominations faites à Baton Rouge, doit avoir lieu demain, samedi 5 août, au bois [illegible] de Napoléonville. Le meeting sera harangué par le général F. T. Nicholls, l'honorable L. A. Wiltz, le colonel H. N. Ogden, l'honorable F. S. Goode, le colonel Louis Bush et d'autres orateurs distingués.

Nous pensons que ce meeting attirera un grand concours d'électeurs de la paroisse Assomption et des paroisses voisines.

Nous remercions le comité de l'invitation qu'il nous a adressée.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les vétérans en avant.

La législature ayant adopté un acte, le 24 mars 1876, ordonnant une pension de douze piastres par mois, payable par trimestre, pour tous les vétérans de la guerre de 1812 ou pour leurs veuves, et l'auditeur Johnson ayant refusé de servir cette pension, une pétition a été présentée à la Cour Sandiciaire de District, demandant une injonction pour contraindre l'auditeur à se conformer aux termes de l'acte législatif.

La pétition est signée par les pétitionnaires dont les noms suivent :

Chas. Raymond, Joseph St Cyr, S. L. St. Cyr, Adèle Toledano, Veuve [illegible], Zoé Peychaud, Veuve J. E. Wiltz, [illegible] [illegible]

Tué pour avoir volé un melon.

Mercredi soir, vers dix heures, un jeune homme de vingt-et-un ans à peu près, a été tué d'un coup de pistolet, à l'angle de la rue St. Charles et de l'Avenue Peters, par Mr. D. J. Montamat.

Celui-ci a été arrêté et conduit au poste central de la police, où il a déclaré qu'il avait aperçu un homme dans son jardin, volant des melons et qu'il avait fait feu sur lui avec un pistolet Smith et Wesson.

La balle a pénétré à la tempe droite, fracassant le crâne.

Deux individus nommés Alfred Yard et William Pote, qui étaient présents, ont été arrêtés comme témoins.

L'affaire Triplett et Turnbull.

Le juge Lynch, le chef de police et Mr Arthur Gastinel ont eu une entrevue avec le pseudo-lieutenant gouverneur Antoine relativement aux deux nègres Triplett et Turnbull, qui sont accusés d'avoir assassiné un homme de couleur nommé Ellis, dans la paroisse Est Baton Rouge, et qui l'on détient à la Nouvelle-Orléans malgré un ordre d'un juge de paix de Baton-Rouge.

Il paraît qu'il a été décidé dans cette entrevue que l'on permettrait au député shérif Slaughter, de conduire Triplett et Turnbull, mais qu'on fournirait une escorte de métropolitains à ceux-ci pour les protéger.

Le résultat d'une imprudence.

Nous apprenons avec peine que Mr. Crossé, au des députés du shérif Waggaman, a été obligé de se faire amputer le bras gauche au-dessus du coude.

[illegible]

Le département des améliorations.

Mr E. A. Burke, administrateur du département des améliorations [illegible]

L'Association Dramatique Orléanaise.

L'Opéra avait illuminé hier soir pour la représentation donnée par l'Association Dramatique orléanaise. [illegible] de l'année, si nous ne nous trompons, une comédie en un acte, le "[illegible]" et un vaudeville, "[illegible] d'Amour," ainsi qu'un intermède musical.

La salle était comble et le public choisi.

Tous les acteurs se sont acquittés convenablement des rôles qui leur avaient été confiés, mais nous devons particulièrement des compliments à Mr Placide Canonge fils, [illegible] premier rôle dans le [illegible] et à Mr Honoré Desommes, qui a joué avec beaucoup de verve le rôle de Pingouin dans "Riche d'amour."

L'intermède musical comprenait deux chansonnettes comiques, "C'est ma fille" par M. P. Dorel et "Vive monsieur l'maire," par M. Edgar Pélié, [illegible]

Guillaume Ouditon.

Une lettre a été reçue au bureau du pseudo-lieutenant gouverneur de Mme Sarran, demeurant à Lamentin, dans le département de [illegible] demandant des nouvelles de son frère, Guillaume Ouditon, qui est venu à la Nouvelle-Orléans il y a plusieurs années et qui doit être [illegible] actuellement de soixante-seize ans.

Mass meeting de ratification.

Il y a eu hier soir un mass meeting de ratification dans le Sixième District, à la place Lawrence, Avenue Napoléon. [illegible]

Tilden Reform Club du 5me Ward.

Le Tilden Reform Club du 5me Ward [illegible]

Les Gardes de [illegible].

Un nouveau Club vient de s'organiser dans le [illegible] Ward, sous le nom de Gardes de Nicholls.

Les officiers suivants ont été élus :

Président—[illegible]

[illegible]

L'été des [illegible] pays.—Voici, d'après des relevés [illegible] la température [illegible]

[illegible]

—Voici, dit la *Patrie*, deux morts qui vont surprendre [illegible] du monde de la finance.

[illegible]

LA FOIRE DE NIJNI-NOVGOROD.—La grande foire russe qui [illegible] à Nijni-Novgorod [illegible]

[illegible]

—M. Van Hymbeck, le directeur du Grand-Hôtel, vient de commander à la Société du sauveteur à spirale [illegible]

C'est ce que la Société du sauveteur à spirale [illegible] au Grand-Hôtel.

Ces expériences seront observées exclusivement aux habitués du Grand-Hôtel.

—D'après les derniers relevés officiels, le nombre des écoles [illegible] de l'Angleterre et du pays de Galles [illegible]

—De violentes secousses de tremblement de terre [illegible] la Corinthie [illegible]

—Le 4 juillet, le juge d'instruction [illegible]

—M. Alfred [illegible]

Le Fauteuil— [illegible]

(Communiqué.)

Messieurs de l'*Abeille*, [illegible]

Ce 3 août 1876.

—Mlle Y... [illegible]

Département des Améliorations [illegible]

Avis aux [illegible]

Amusements. "AU BLUE HOUSE" [illegible]

ODELL & WRIGHT, [illegible] DRAUX ET DE LAINE. [illegible] Les EXPEDITIONS de MONNAIE [illegible] Aux fabricants de Cigares. [illegible]

AVIS. [illegible]

Avis. [illegible]

CONSULAT DE FRANCE [illegible]

PHARMACIE FRANCAISE, A. CARROUCHE, [illegible]

CHAS. E. KELLS [illegible] E. VIET, [illegible]

R. BEER [illegible]

Demande de travailleurs. [illegible]

OUVROUZE & BOIS. [illegible]

Le Dr. C. P. MALONEY [illegible]

REMEDE INFAILLIBLE [illegible]

Aux Planteurs de Riz. Machines à battre le Riz [illegible] PRATT. [illegible]

J. A. LACROIX, [illegible]

COLLEGE ST-VINCENT. [illegible]

LOUISIANA EQUITABLE LIFE Insurance Company, [illegible]

HOME INSURANCE COMPANY [illegible] REORGANISEE, [illegible] 1876. Capital - - - - $400,000. [illegible]

Instruction de Mlle Dufresne. [illegible]

H. A. PEYROUX NOTAIRE PUBLIC. [illegible]

Tabac à fumer et à priser. [illegible] MM. Grangeari & Schneider [illegible]

Avis spécial. [illegible]

ELITE CLUB ROOM, [illegible]

A. Barrière & Sons [illegible]

$35,000 De Diamants, Montres, Bijoux et Chaines en or, AUX PRIX COUTANTS AU COMPTANT SEULEMENT. Durant trente jours à dater du 27 Juillet.

C'est, positivement, une VENTE faite AUX PRIX COUTANTS dans le but de réduire le stock.

Dans quelques cas, les articles seront offerts AU-DESSOUS DES PRIX COUTANTS. Les acheteurs sont invités à venir les examiner. Chaque article est garanti.

A. M. HILL, Bijoutier, Au No. 96 de la rue St. Charles, coin Commercial Place, NOUVELLE-ORLEANS.

H. J. RIVET, PHARMACIEN-DROGUISTE Importateur de Médicaments Patentés Français. [illegible]

P. E. SARRAZIN, 279 rue Vieille-Levée, entre Ursulines et Hôpital, [illegible] Manufacture de Tabac à fumer, priser et chiquer à la vapeur. [illegible] Grand assortiment de pipes [illegible]

J. MANDIN & Cie., NEGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES, 57 rue Decatur [illegible] Nouvelle-Orléans. GRAND VIN DE CHAMPAGNE EUGENE CLICQUOT [illegible]

FINE WINES, COGNAC, OLIVE OIL. FOUQUET FRERES F. S. BORDEAUX [illegible] BERGIER & DE SMET, Sole Agents, 62 Decatur St. [illegible]

A. W. MOFFETT & CO., Marchand de bois servant à la construction de navires, bateaux à vapeur, charrettes et maisons. [illegible]

LHOTE & CO. CHANTIER de BOIS du VIEUX BASSIN et FABRIQUE de CHASSIS, JALOUSIES et PORTES. [illegible]

H. CLOSTERMANN & BAYLE IMPORTATEURS DE MARCHANDISES FRANCAISES, ANGLAISES ET ALLEMANDES [illegible]

Hôtels, Restaurants, &c. HOTEL DE L'EUROPE, A BILOXI. [illegible] AUGUSTE'S Commercial Restaurant, [illegible]

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane. [illegible]

LAURENT LACASSAGNE, Marchand - Commissionnaire [illegible]

BOIS CHARPENTE [illegible] NICHOLAS DONNELS.

A vendre. [illegible]

J. DESCA, [illegible]

L'Union Française. [illegible]

P. PAVIA, [illegible]

L'ACIDE CARBONIQUE [illegible]